

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Blois, le

29 FEV. 2016

Unité départementale de Loir-et-Cher

Site concerné

PROCTER & GAMBLE

...

126 Avenue de Vendôme
41 000 BLOIS

...

Modification des prescriptions applicables au site

Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher
(Préfecture / BEAT)

Copies : DREAL Centre (SEIR)

Pièces jointes : Projet d'arrêté préfectoral

I. CONTEXTE

Le décret n° 2013-1205 du 14 décembre 2013 a modifié la rubrique 2921 de la nomenclature des ICPE relative aux installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air (TAR). Les TAR sont désormais soumises soit au régime de l'enregistrement, si la puissance thermique évacuée des installations est supérieure ou égale à 3000 kW, soit au régime de la déclaration soumis au contrôle périodique si la puissance thermique évacuée des installations est inférieure à 3000 kW.

Deux arrêtés ministériels (AM) datés du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions applicables aux installations relevant des régimes de l'enregistrement et de la déclaration, pris en application de ce décret, abrogent et remplacent les arrêtés ministériels du 13 décembre 2004, auxquels les établissements concernés étaient précédemment soumis.

Les dispositions de ces arrêtés sont applicables aux installations classées soumises à déclaration ou enregistrement incluses dans un établissement relevant du régime de l'autorisation ou de l'enregistrement dès lors qu'elles ne sont pas régies par l'arrêté préfectoral d'autorisation ou d'enregistrement.

Ainsi à l'exception de PROCTER & GAMBLE, les établissements du Loir-et-Cher concernés par la mise à jour de leurs prescriptions, afin de rendre applicable les arrêtés ministériels du 14 décembre 2013, ont fait l'objet d'un rapport en date du 3 mars 2015, d'un passage en CODERST le 17 mars et d'arrêtés préfectoraux complémentaires signés le 14 avril 2015.

L'objet du présent rapport est donc de rendre compte des conditions de modification des prescriptions encadrant les TAR soumises à enregistrement sous la rubrique 2921 de la nomenclature des installations classées et situées dans l'établissement exploité par la société Procter & Gamble.

II. SITUATION PARTICULIÈRE DE L'ETABLISSEMENT

La société PROCTER & GAMBLE bénéficie pour ses installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air de l'arrêté préfectoral n° 2006.164.4 du 13 juin 2006 valant dérogation à l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004. Cette dérogation avait été accordée du fait de l'impossibilité pour la société PROCTER & GAMBLE de respecter l'obligation d'arrêt annuel pour vidange, nettoyage et désinfection d'une portion de son circuit de refroidissement. L'arrêté préfectoral du 13 juin 2006 conditionnait cette dérogation au respect d'un certain nombre de mesures compensatoires (nettoyage préventif, arrêt de l'installation au moins tous les 36 mois, ...).

L'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement qui abroge et remplace l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 n'impose plus l'obligation d'arrêt annuel mais une intervention, effectuée au minimum une fois par an, de nettoyage préventif, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la ou des tour(s) de refroidissement, de ses (leurs) parties internes et de son (ses) bassin(s) (article 26.2.c de l'AM du 14/12/2013).

Cependant l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 introduit une dérogation par mise en œuvre de mesures compensatoires, si le nettoyage préventif annuel nécessite la mise à l'arrêt complet de l'installation, et que l'exploitant se trouve dans l'impossibilité technique ou économique de réaliser cet arrêt.

Du fait de l'existence de la précédente dérogation et de contradictions entre l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 et l'arrêté préfectoral d'autorisation modifié réglementant les installations un temps de réflexion supplémentaire a été nécessaire pour statuer sur les suites à donner.

Après plusieurs échanges avec l'inspection des installations classées, l'exploitant a indiqué qu'il pouvait appliquer l'article 26.2.c de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 sans mise en œuvre de mesures compensatoires et qu'il souhaitait maintenir les prescriptions qui lui sont applicables par son arrêté préfectoral d'autorisation concernant les émissions sonores de son établissement. Cette dernière demande n'est pas considérée comme notable et est intégré au projet d'arrêté préfectoral.

III. CONCLUSION ET PROPOSITION

Conformément à l'article R. 512-31 du Code de l'Environnement, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet du Loir-et-Cher, de prendre, après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, un arrêté préfectoral complémentaire afin de mettre à jour les prescriptions applicables aux installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air de la société PROCTER & GAMBLE situées à Blois.

L'inspection des installations classées propose que ce rapport et le projet d'arrêté précité soient respectivement présentés et soumis à l'avis du CODERST, conformément à l'article R. 512-46-22 du Code de l'environnement.

L'inspecteur des installations classées

Vu et transmis avec avis conforme
à Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher
Pour le directeur et par délégation